

Super Tuesday: statu quo dans les deux camps

Le très attendu «Super Tuesday» du 5 février a marqué un nouveau tournant aux primaires américaines. Côté républicain John McCain réussit une belle percée alors que chez les démocrates le jeu reste très serré entre Barack Obama et Hillary Clinton.



■ Hillary Clinton, candidate démocrate à l'investiture présidentielle.

On s'y attendait : le « Super mardi » du 5 février, date à laquelle se sont déroulées les primaires dans une vingtaine d'Etats, réservait bien des surprises. La plus étonnante reste sans doute le fait qu'aucun candidat n'a pu s'imposer définitivement à l'issue de la journée. Et ce contrairement à ce que les favoris de départ – le héros de la guerre du Vietnam John McCain pour les républicains et l'ex-première Dame Hillary Clinton pour les démocrates – pouvaient croire il y a encore quelques semaines.

Chez les républicains, McCain, 71 ans, remporte le plus de victoires et revendique désormais le titre de favori de son camp : neuf Etats ont voté pour lui, dont les plus convoités, à savoir la Californie et New York. Mais il se heurte à une forte résistance. Ses adversaires, le riche mormon Mitt Romney et le pasteur baptiste Mike Huckabee, sont

loin d'être hors de course : à eux deux, ils ont remporté les élections dans douze Etats. Du côté des démocrates, le jeu est beaucoup plus serré. La sénatrice de New York Hill-

Des fractures de genre et de « race » apparaissent du côté Démocrate.

ary Clinton et le sénateur métis de 46 ans Barack Obama ont tous deux revendiqué la victoire afin de bénéficier d'un effet d'entraînement pour les prochaines

échéances. Aucun des deux n'a en effet enregistré un avantage décisif en cette journée. Face à la machine électorale bien rodée du clan Clinton, l'enthousiasme que suscite Obama est surprenant. Ce sénateur de l'Illinois a pu collecter une somme record de 32 millions de dollars pour le seul mois de janvier et bénéficie du soutien des stars les plus en vue, dont Robert de Niro, George Clooney et la présentatrice Oprah Winfrey. S'il n'a pu l'emporter dans les Etats les plus symboliques appelés à voter en ce mardi, à savoir la Californie et le Massachusetts, il est cependant arrivé en tête dans la majorité des Etats en jeu. Sa progression dans les sondages est constante et les divisions qui perdurent chez les Républicains jouent en sa faveur. Le résultat de ce mardi pourrait lui être profitable au cours des prochains scrutins.

Suspense jusqu'au bout

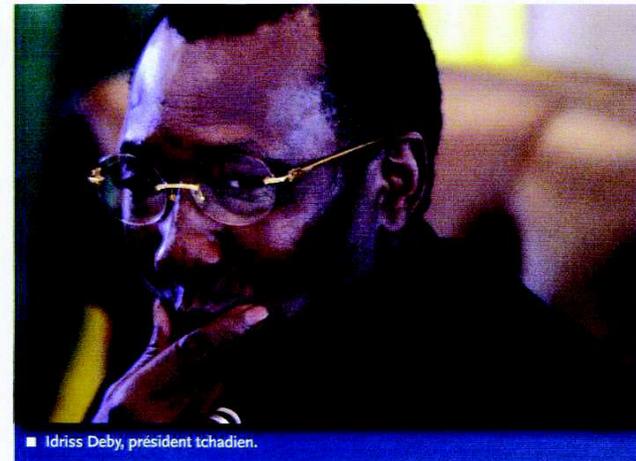
Pour la presse américaine, les résultats du Super Tuesday révèlent de profondes fractures au sein de la société américaine. Chez les Républicains, le fossé se creuse entre la frange modérée du parti favorable à McCain et la frange la plus conservatrice, qui lui est très hostile. Clinton a conservé un léger avantage grâce au vote des femmes et des Hispaniques. Ces derniers ont voté à 61% pour Clinton contre 37% pour Obama, qui a par contre bénéficié du vote des électeurs masculins blancs, des jeunes et de la communauté afro-américaine. Au niveau national, selon les sondages, il bénéficie du soutien de 82% des Noirs, ainsi que de 49% des hommes blancs contre 44% pour Clinton. En Californie, où Clinton est arrivée en tête, cet écart est plus flagrant encore : 59% de l'électorat masculin blanc a voté Obama et 33% seulement Clinton. Toujours est-il que pour nombre d'experts, le suspense durera jusqu'au bout : les Etats de l'Ohio et du Texas se prononceront le 4 mars, la Pennsylvanie le 22 avril. Les moments les plus forts de cette campagne, déjà la plus longue et la plus chère de l'histoire américaine, sont donc encore à venir. ■

AMINA BOUBIA

Tchad-Paris : une alliance douteuse

Dans sa lutte contre les rebelles, le président tchadien Idriss Deby Itno, dont le régime est accusé de corruption, dispose d'un allié militaire de poids : la France.

Après une attaque rebelle de grande envergure les samedi 2 et dimanche 3 sur la capitale tchadienne N'Djamena, le président Idriss Deby Itno a annoncé mercredi 5 février avoir repris le contrôle de la ville en même temps que la France lui réitérait son soutien. Depuis lundi, le calme règne de nouveau à N'Djamena, mais deux colonnes de rebelles seraient toujours en mouvement à l'est du pays. La situation humanitaire est préoccupante : entre 15 000 et 30 000 personnes auraient fui vers le Cameroun et 3000 vers le Nigeria. Les affrontements à N'Djamena auraient fait plus d'un millier de blessés selon le Comité international de la Croix-Rouge et l'hôpital le plus important de la ville, privé d'électricité, est saturé. Pour venir en aide aux déplacés, la Commission européenne a de fait débloqué deux millions d'euros.



■ Idriss Deby, président tchadien.

L'enjeu pétrolier

Il est fort probable que le but des rebelles soit de mettre la main sur les ressources pétrolières du pays. En effet, le Tchad, un des pays les plus pauvres du continent, bénéficie d'une production pétrolière certes limitée, mais néanmoins précieuse. Le soutien de Paris à N'Djamena soulève de nombreuses questions, les rebelles accusant Paris de sou-

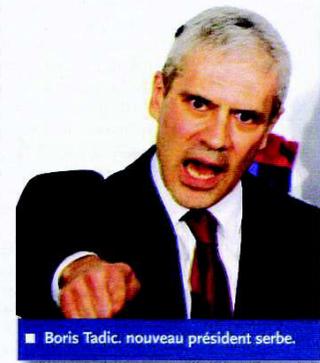
tenir une dictature. Et en effet, c'est bien la France qui a fait pression lundi dernier afin que le Conseil de sécurité des Nations-Unies adopte une déclaration appelant les Etats membres à apporter leur soutien au Tchad. Le lendemain, Nicolas Sarkozy affirmait que la France était prête à «faire son devoir», d'autant qu'elle dispose en permanence

d'importants moyens militaires sur place. Soutenant un régime contesté et corrompu, Paris semble renouer ici avec son rôle de «gendarme de l'Afrique». A rappeler que Deby Itno était arrivé au pouvoir en 1990 par la force, avec l'aide des services secrets français, sous prétexte d'éviter qu'un régime soudanais s'installe au Tchad. ■

A. B.

Kosovo : tensions en Serbie

Vojislav Kostunica, Premier ministre serbe nationaliste, s'est opposé mardi 5 février à un accord avec Bruxelles dont la signature était prévue jeudi. Pour Kostunica, l'accord proposé par l'Union européenne contraindrait la Serbie à reconnaître l'indépendance du Kosovo. Cet accord prévoyait en effet l'envoi d'une mission dans cette province serbe administrée par l'ONU depuis 1999 afin de remplacer celle des Nations-Unies et d'«encadrer» son indépendance, dimanche 3 février, le lendemain de la réélection à la présidence du pro-occidental Boris Tadic - qui avait fait campagne sur le rapprochement avec l'UE face à l'ultranationaliste Tomislav Nikolic -, Bruxelles a autorisé juridiquement l'envoi de la mission. Mais l'opposition de Kostunica a empê-



■ Boris Tadic, nouveau président serbe.

ché la signature de l'accord, faisant surgir des tensions au sein de la coalition gouvernementale, le Premier ministre estimant que le président ne se positionnait pas assez fermement contre l'indépendance du Kosovo. Ces tensions interviennent alors que les leaders albanais du Kosovo préparent activement une déclaration d'indépendance qui pourrait intervenir en février. Le Premier ministre albanais Sali Berisha a quant à lui réaffirmé son soutien au Kosovo, estimant que son indépendance est nécessaire à la stabilité dans les Balkans, tout en niant tout projet d'annexion de son voisin du nord. Plus que d'une guerre entre religions - les Serbes sont majoritairement chrétiens orthodoxes, les Albanais musulmans -, il s'agit selon lui d'une guerre entre passé et avenir. ■

A. B.